



PREFECTURE DU RHONE

LY3

DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Lyon, le - 5 OCT. 2005

Environnement - Installations classées

Affaire suivie par Monique DURAND  
☎ : 04 72 61 61 50  
Fax : 04 72 61 64 26

BORDEREAU D'ENVOI

à

*Monsieur le chef de groupe  
de subdivisions du Rhône  
DRIRE Rhône-Alpes*

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
<b>OBJET</b> : Installations classées.		
<input type="checkbox"/> Copie de l'arrêté préfectoral complémentaire concernant la société UNIVAR, 20, rue de Genève à GENAS.	1	Transmise pour exécution, comme suite à votre proposition LY3 du 20 avril 2005.  Pour le Préfet, Pour le Préfet, Le Directeur de l'Administration Gen Jacqueline LAFGE



## PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le 05 OCT. 2005

Sous-Direction de l'Environnement  
et du Développement Durable

3<sup>ème</sup> Bureau  
Environnement industriel

Affaire suivie par : Monique DURAND

☎ : 04 72 61 61 50

Fax : 04 72 71 64 26

✉ : monique.durand @rhone.pref.gouv.fr

### ARRETE COMPLEMENTAIRE

**imposant à la société UNIVAR une modification de la fréquence des  
mesures de suivi de la qualité des eaux souterraines et la réalisation  
d'un diagnostic approfondi et d'une évaluation détaillée des risques  
concernant son établissement situé 20, rue de Genève à GENAS**

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est  
Préfet de la région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur*

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 94.861 du 28 août 1994 portant approbation du plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96.652 du 20 décembre 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

../..

VU l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1991 modifié autorisant la société UNIVAR à procéder à l'extension de ses installations de stockage et de conditionnement de produits chimiques et réglementant l'ensemble des activités classées de son établissement situé 20, rue de Genève à GENAS ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2003 imposant à la société UNIVAR la mise en oeuvre des mesures nécessaires à la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site de son établissement de GENAS ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 mars 2004 imposant à la société UNIVAR la réalisation d'une étude de sols comportant un diagnostic initial et une évaluation simplifiée des risques, concernant le site de son établissement de GENAS ;

VU le rapport du diagnostic initial et de l'évaluation simplifiée des risques, réalisé par la société SITA Remediation et transmis le 24 novembre 2004 par la société UNIVAR, concernant le site de GENAS ;

VU le rapport transmis le 1<sup>er</sup> décembre 2004 par la société UNIVAR, relatif à la campagne de surveillance des eaux souterraines réalisée en septembre 2004 par la société SITA Remediation, concernant le site de GENAS ;

VU le rapport en date du 20 avril 2005 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène exprimé dans sa séance du 23 juin 2005 ;

CONSIDERANT que les résultats des analyses des eaux souterraines réalisées en septembre 2004 confirment la présence de tétrachloroéthylène, de trichloroéthylène et de cis-dichloroéthène dans les piézomètres situés en aval hydraulique de l'établissement et, donc, l'impact significatif de l'état du site sur la qualité de la nappe phréatique ;

CONSIDERANT que, selon les résultats de l'évaluation simplifiée des risques, l'établissement relève de la catégorie des sites nécessitant une surveillance de la qualité des eaux souterraines, notamment pour un usage d'alimentation en eau potable ;

CONSIDERANT que, bien qu'une source de pollution ait été identifiée au droit de la zone utilisant des produits chlorés, un doute subsiste quant à la présence éventuelle d'autres sources de pollution sur le site ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire, en application du principe de précaution, de prescrire à l'exploitant une modification de la fréquence des mesures de suivi de la qualité des eaux souterraines et la réalisation d'un diagnostic approfondi et d'une évaluation détaillée des risques, compte tenu de la sensibilité de la nappe phréatique et de la situation de l'établissement à l'intérieur du périmètre de protection rapproché du puits de captage d'eau potable de « L'Afrique » à Chassieu ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1er - OBJET**

1.1 La société **UNIVAR**, ci-après dénommée l'exploitant, située **20 rue GENEVE à GENAS** est tenue :

- de respecter les dispositions du présent arrêté pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit ou à proximité de son site de Genas,
- de réaliser un diagnostic approfondi et une étude détaillée des risques pour son établissement de Genas conformément au guide méthodologique version 0 de juin 2000 élaboré par le ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire en matière de gestion des sites pollués. Cette étude sera étendue en tant que de besoin à l'échelle de la zone industrielle d'implantation.

### **ARTICLE 2 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

Le points 3.2 de l'article 3 et l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juillet 2003 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

#### **« ARTICLE 3 - ANALYSE DES EAUX SOUTERRAINES**

##### **Article 3.2 - Nature et fréquence d'analyse**

Les paramètres ci-dessous seront analysés conformément aux méthodes de référence et normes en vigueur à fréquence trimestrielle :

<b>Paramètres</b>
<b>Hydrocarbures Totaux</b>
<b>Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV)</b>
<b>Toluène</b>
<b>Ethylbenzène</b>
<b>Xylène</b>
<b>Benzène</b>
<b>Indice phénol</b>
<b>Phtalates</b>

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique doit être transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable) et les propositions de traitement éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures.

## **ARTICLE 4 - DUREE**

La surveillance pourra être allégée, sur demande argumentée de l'exploitant, après un délai de 2 ans, sans être inférieure à une fréquence semestrielle. Elle pourra être renforcée si nécessaire. »

## **ARTICLE 3 - DIAGNOSTIC APPROFONDI ET ÉVALUATION DÉTAILLÉE DES RISQUES**

### **3.1 - Objectifs**

Pour réaliser cette étude, l'exploitant devra s'attacher les services d'un organisme qualifié à cet effet, dont le choix sera soumis à l'inspecteur des installations classées.

L'étude devra permettre d'évaluer l'impact du site sur la base d'une analyse des risques sur des cibles identifiées sur le site et dans son environnement immédiat, voire à plus longue distance en cas de risques importants vis à vis des milieux eaux souterraines, et ainsi de définir les objectifs de réhabilitation qui permettront d'atteindre un niveau de risque acceptable pour l'usage préétabli du site et de son environnement.

### **3.2 - Contenu**

A l'issue du diagnostic approfondi et de l'évaluation détaillée des risques menés pour le site étudié, un rapport de synthèse des informations acquises et des résultats des évaluations sera remis à l'inspecteur des installations classées.

Ce rapport comprendra notamment les points suivants :

- le recensement des puits privés de captage des eaux souterraines situés autour du site,
- la description du site dans son état actuel avec la localisation, l'identification et la caractérisation précise des sources de pollution,
- une présentation détaillée de la stratégie d'investigations,
- la description des campagnes d'échantillonnage et d'analyses,
- la justification du choix des cibles prises en considération pour les évaluations détaillées des risques (hommes, ressources en eaux, écosystèmes, biens matériels),
- les résultats des évaluations détaillées des risques pour chacune des cibles prises en considération, en précisant en particulier
  - le choix des substances retenues,
  - les données toxicologiques utilisées,
  - la nature des sources d'exposition considérées dans le cadre de l'évaluation détaillée des risques pour la santé humaine,
  - les choix justifiés des scénarios d'exposition d'une part, du (des) modèle(s) retenus avec leurs hypothèses de calcul d'autre part,
  - les concentrations admissibles dans les milieux pour les différents scénarios étudiés,

- l'analyse détaillée des incertitudes,

- des conclusions et recommandations acceptées et validées par l'exploitant et portant sur la nécessité ou non d'une réhabilitation compte tenu de l'usage du site préétabli, la définition des objectifs de réhabilitation et leurs coûts ainsi que le recensement des éventuelles actions complémentaires à engager dans le futur, notamment en terme de surveillance et de restrictions d'usage.

Un résumé non technique des études effectuées sera joint au rapport dont le contenu est détaillé ci-avant afin d'en faciliter la prise de connaissance par des personnes non averties. Celui-ci sera considéré comme public et pourra lui être communiqué sur simple demande.

### **3.3 - Echancier**

Les prescriptions du présent arrêté devront respecter l'échéancier ci-dessous, à compter de sa notification :

- cahier des charges de l'étude : 1 mois
- communication du rapport de l'étude diagnostic approfondie à l'inspecteur des installations classées et propositions pour l'évaluation détaillée des risques : 3 mois
- communication du rapport de l'évaluation détaillée des risques : 6 mois

## **ARTICLE 4 - FRAIS**

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 5**

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de GENAS et à la préfecture du Rhône (Direction de l'Administration Générale -3ème Bureau) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

## **ARTICLE 6**

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

## ARTICLE 7

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de GENAS, chargé de l'affichage prescrit à l'article 5 précité,
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- à l'exploitant.

Pour copie conforme  
La Secrétaire Administrative déléguée

  
Monique DURAND

Lyon, le 05 OCT. 2005

  
Le Préfet,

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général,

  
Christophe BAY